



**TOGETHER**  
*for a sustainable future*

## OCCASION

This publication has been made available to the public on the occasion of the 50<sup>th</sup> anniversary of the United Nations Industrial Development Organisation.



**TOGETHER**  
*for a sustainable future*

## DISCLAIMER

This document has been produced without formal United Nations editing. The designations employed and the presentation of the material in this document do not imply the expression of any opinion whatsoever on the part of the Secretariat of the United Nations Industrial Development Organization (UNIDO) concerning the legal status of any country, territory, city or area or of its authorities, or concerning the delimitation of its frontiers or boundaries, or its economic system or degree of development. Designations such as “developed”, “industrialized” and “developing” are intended for statistical convenience and do not necessarily express a judgment about the stage reached by a particular country or area in the development process. Mention of firm names or commercial products does not constitute an endorsement by UNIDO.

## FAIR USE POLICY

Any part of this publication may be quoted and referenced for educational and research purposes without additional permission from UNIDO. However, those who make use of quoting and referencing this publication are requested to follow the Fair Use Policy of giving due credit to UNIDO.

## CONTACT

Please contact [publications@unido.org](mailto:publications@unido.org) for further information concerning UNIDO publications.

For more information about UNIDO, please visit us at [www.unido.org](http://www.unido.org)

PROJET EN LA REPUBLIQUE  
DE GUINÉE-BISSAU  
L'ASSISTANCE PREPARATOIRE POUR "GUIMETAL" DANS LE DOMAINE  
D'USINAGE ET PRODUCTION DES OUTILS AGRICOLES  
XP/GBS/88/091

17996

RAPPORT FINAL

préparé pour les AUTORITES DU PROJET  
par ing. H. Pawlowski et ing. T. J. Malinowski - les consultants,  
à la base du contrat de sous-traitance entre.

L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR  
LE DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL

DA/GS/CONTR

et

TRK CONSULTANTS LTD., Varsovie, Pologne  
(N° du Contrat de l'ONUDI 89/29 - code d'activité J 13319)

Varsovie, le 20 novembre 1989.

## INTRODUCTION

Ce rapport est la réalisation du contrat de sous-traitance résultant de celui conclu entre l'ONUDI (DA/GS/CONTR) et la firme TKP Consultants Ltd. (N° du contrat de l'ONUDI - 89/29), précisé avec détails dans les Termes de Référence - annexe A de ce rapport. Au cours du briefing, qui s'est tenu dans le siège de l'ONUDI à Vienne, précédant le départ des consultants en Guinée-Bissau, on a abandonné la préparation du "Cadre de formulation du projet" (v. point N° 5 des Tâches spécifiques du sous-traitant), par contre, on s'est mis d'accord sur la nécessité de préciser le "Descriptif du projet". Les tâches du sous-traitant, compte tenu de la modification sousmentionnée ont été réalisées. La proposition concernant le "Descriptif du projet" constitue la partie intégrale de ce rapport. Les dessins exigés dans le point N° 4 des "Tâches spécifiques du sous-traitant" sont compris dans les annexes N° IIIa et de IIIb du "Descriptif du projet".

L'équipe de consultants du sous-traitant a travaillé dans le pays hôte du 13 juillet au 18 août 1989. Pendant ce temps, elle a effectué toutes les consultations indispensables, avec les contractants de GUIMETAL, sa direction et les autorités de Guinée-Bissau, importantes pour la conception et les tendances du développement de l'entreprise et cela pour les prendre en considération dans le "Descriptif du projet" proposé.

Au cours de son séjour en Guinée-Bissau, l'équipe a préparé la version préliminaire de la proposition concernant le descriptif et l'a présentée aux partenaires locaux:

- le Directeur Général de l'Industrie (l'agence gouvernementale de Guinée-Bissau),
- le Directeur Général de GUIMETAL,
- le Représentant Résident du PNUD.

Les copies des lettres d'accompagnement jointes à la proposition du "Descriptif du projet" sont comprises dans les annexes B, C et D de ce rapport.

Les consultants ont présenté les propositions susmentionnées aux Représentant Résident par interim et Assistant du Représentant Résident du PNUD en Guinée-Bissau. Au cours de la discussion, les représentants du PNUD ont formulé leur opinion préliminaire, comprise dans les points qui suivent:

- a) la durée du projet - 2 ans - paraît trop courte; il serait mieux de prévoir la durée de 3 ans,
- b) les frais destinés à la formation du personnel paraissent trop bas par comparaison à la somme totale de la contribution du PNUD,
- c) le projet sous forme proposée dans le descriptif devrait être précédé par l'étude de profondeur afin d'estimer les possibilités d'accorder la réalisation de l'objectif immédiat à celle de la fonction secondaire du projet proposé, encouragée par les autorités de la Guinée-Bissau.

Quant au point c), les consultants ont prononcé l'opinion qu'il était énormément difficile de préparer une telle étude, étant donnée l'impossibilité de compléter les données, dans le pays hôte ainsi qu'elle aurait le caractère hypothétique très difficile à rendre objectif.

Le débat pareil avec GUIMETAL et la Direction Générale de l'Industrie n'a pas été organisé à cause de la période des vacances (le Directeur Général de GUIMETAL étant en congé vers la fin du séjour des consultants en Guinée-Bissau) et le temps limité du séjour des consultants. Pourtant, il est à souligner que le domaine de l'aide pour GUIMETAL a été préalablement mis en accord avec les autorités susmentionnées.

Tenant compte des liaisons étroites entre le projet d'avenir proposé PNUD/ONUDI - GUIMETAL et l'assistance bilatérale du gouvernement suédois pour la Guinée-Bissau réalisée au moyen de l'aide financière de l'ASDI, il faut particulièrement mettre l'accent sur une bonne coordination des opérations PNUD/ONUDI et ASDI. Pour faciliter cette tâche, la copie du protocole des accords du 30 septembre 1988, entre les autorités de la Guinée-Bissau et l'ASDI, est jointe à ce rapport comme l'annexe E.

<u>LISTE DES ANNEXES</u>	page
A. Termes de référence pour la sous-traitance - projet XP/GBS/88/091	iv
B. La copie de la lettre d'accompagnement adressée au Directeur Général de l'Industrie	viii
C. La copie de la lettre d'accompagnement adressée au Directeur Général de GUIMETAL	ix
D. La copie de la lettre d'accompagnement adressée au Représentant Résident du PNUD en Guinée-Bissau	x
E. La copie du protocole des accords DGI - ASDI du 30 septembre 1988 (en portugais)	xi

TERMES DE REFERENCE POUR LE CONTRAT DE SOUS-TRAITANCE

PAYS: Guinée-Bissau

PROJET: Assistance préparatoire pour GUIMETAL dans le domaine d'usinage et production des outils agricoles.

N° DE PROJET: XP/GBS/88/091

INFORMATION

DE FOND: GUIMETAL, l'entreprise d'état, crée avec l'aide technique et financière du gouvernement suédois (l'ASDI), a commencé son activité vers la fin de 1983. Ses produits principaux sont: les charpentes métalliques destinées à la construction industrielle, l'équipement agricole (comme chariots aux animaux, concasseurs pour noix, réservoirs, etc). L'entreprise produit également de simples pièces de rechange pour l'équipement industriel. Les machines-outils installées dans l'atelier comprennent: presse, scie, fraiseuse, tour et d'autres équipements. 3 ingénieurs expérimentés dirigent l'entreprise dont le personnel se compose de 53 ouvriers qualifiés et semi-qualifiés. L'entreprise dispose d'un bureau technique bien équipé. Le gouvernement a l'intention de développer l'entreprise afin qu'elle puisse fabriquer plus de produits satisfaisant les besoins de l'agriculture, du transport et de la construction. Le gouvernement tient également à élever la qualité des produits. Les tendances susmentionnées sont à la base de ce projet.

OBJECTIF IMMEDIAT: Rendre possible au gouvernement de prendre la décision relative au développement de la production de GUIMETAL, et cela par l'estimation de l'état actuel de l'entreprise ainsi que celui des autres appartenant à l'industrie de métaux.

PLAN Le sous-traitant assurera 4 h/m de service comme suit:  
DE TRAVAIL:

1. Travail dans le pays hôte

Un consultant à la production de l'industrie mécanique (chef de l'équipe) et un consultant aux réparations et maintenance, les deux travailleront simultanément au cours d'un mois; ensuite le chef de l'équipe travaillera seul pendant deux semaines (les entretiens avec le PNUD et les autorités gouvernementales) - ce qui équivaut à 2½ h/m.

2. Travail dans le siège du sous-traitant

Le chef de l'équipe travaillera sur le rapport final au cours d'un mois; le consultant aux réparations et maintenance - pendant deux semaines - ce qui équivaut à 1½ h/m.

TACHES

SPECIFIQUES DU Le sous-traitant devrait surtout remplir les exigences qui suivent:

1. Estimer l'état actuel de l'atelier mécanique de GUIMETAL ce qui comprendra l'appréciation du niveau de formation des ouvriers et du personnel technique, celle de l'état de l'infrastructure de l'entreprise c'est-à-dire les bâtiments, l'équipement, le degré d'équipement en outils ainsi que celle des produits et des services.

2. Estimer l'état des autres entreprises de l'industrie mécanique et de métaux.

3. Visiter d'autres entreprises industrielles, hors le secteur de métaux, mais qui utilisent l'équipement tel

que: machines agricoles, de transport et de construction ainsi que les institutions qui ont besoin de services de l'industrie mécanique (p.ex. travaux publics, agriculture, entreprises comunales, chemins et ponts, etc.) pour connaître leurs desiderats concernant le développement de GUIMETAL. Définir de quelle manière ces institutions satisfont jusqu'a présent leurs besoins dans ce domaine et aquelles difficultés elles se heurtent dans leur activité.

4. Préparer, s'appuyant sur les données susmentionnées, le programme concret du développement de GUIMETAL afin de rendre possible, à cette entreprise, la production de l'équipement destiné aux secteurs de l'économie: agriculture, construction et transport.

Ce programme devrait comprendre:

- le plan générale del'entreprise (l'échelle 1:100) et l'implantation des machines et de l'équipement,
- la liste de machines et d'équipement contenant leur caractéristique et prix.

5. Préparer le cadre de formulation de projet.

6. Préparer le descriptif du projet avec le plan et l'harmonogram de sa réalisation.

RAPPORTS: 1. Le sous-traitant doit présenter la version préliminaire du rapport final (3 copies), dans un delai d'un mois après avoir terminé le travail dans le pays hôte, à l'ONUDI pour qu'elle signale son opinion.

2. Après avoir reçu l'opinion de l'ONUDI portant sur la version préliminaire du rapport, le sous-traitant prépare la version finale de ce rapport dans un delai d'un mois.



HARMONOGRAMME: Voilà le plan d'action:

	<u>mois</u>
Conclusion du contrat	0
Briefing à Vienne précédent le départ de l'équipe à Bissau	0,2
Travail à Guinée-Bissau	2,7
Préparation du rapport (la version préliminaire) contenant les conclusions précises	4,0
Opinion de l'ONUDI sur le rapport	4,5
Préparation du rapport (la version finale) et sa remise au gouvernement de la Guinée-Bissau	6,0

2, Stawki st. INTRACO, 00-193 Warsaw  
tlx. 817-871 tkp cs pl POLAND  
tel. 395064, 395818, 399111 ext. 137



consultants ltd

Ref. no Bissau Warsaw 17 Août 1989

DIRECTEUR GENERAL DE L'INDUSTRIE  
Eng<sup>e</sup>. ANASTACIO FURTADO

= B I S S A U =

Sujet: ASSISTANCE PRÉPARATOIRE POUR GUIMETAL  
Le Projet NO IP/GBS/88/091 de l'ONUDI-Vienne

Cher Monsieur,

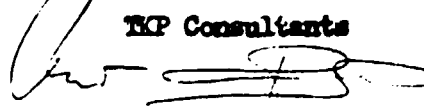
En relation de notre activité à Bissau au mois dernier, à la commande de l'ONUDI, nous nous permettons de transmettre le préliminaire descriptif du projet.

En même temps, nous faisons l'aimable demande de faire sa connaissance et de présenter vos remarques par l'intermédiaire du Bureau PNUD-Bissau à l'ONUDI - Vienne Mr. Vassiliev pour Mr. Delos et Mr. Kopolo, dans un délai de 2 mois à la date de cet écrit, éventuellement avec une copie pour nous comme sous-traitant de l'ONUDI.

En cas de n'avoir pas reçu vos remarques à la date du 16 Octobre 1989, cela sera compris que le document a été accepté sans remarques à cette étape.

Profitant de l'occasion, nous voulons Monsieur, vous remercier pour la très bonne collaboration et l'aide à notre mission.

Veuillez agréer, Monsieur nos salutations distinguées

  
TKP Consultants  
T. J. Malinowski H. Pawlowski

1. Annexe



consultants ltd

2, Siawki st. INTRACO. 00-193 Warsaw  
tlx. 817-871 tkp cs pl POLAND  
tel. 395064, 395818, 399111 ext. 137

Ref. no Bissau Warsaw 17 Août 1989

EMPRESA GUINEENSE DE METALMECANICA  
GUMETAL  
DIRECTEUR GÉNÉRAL  
Ing<sup>e</sup>. VICTOR VAMAIN

= B I S S A U =

Sujet: ASSISTANCE PRÉPARATOIRE POUR GUMETAL  
Le Projet NO XP/GES/88/091 de l'ONUDI - Vienne

Cher Monsieur,

En relation de notre activité à Bissau au mois dernier, à la commande de l'ONUDI, nous nous permettons de transmettre le préliminaire descriptif du projet.

En même temps, nous faisons l'aimable demande de faire sa connaissance et de présenter vos remarques par l'intermédiaire du Bureau PNUD-Bissau à l'ONUDI-Vienne Mr. Vassiliev pour Mr. Delos et Mr. Kopolo, dans un délai de 2 mois à la date de cet écrit, éventuellement avec une copie pour nous comme sous-traitant de l'ONUDI.

En cas de n'avoir pas reçu vos remarques à la date du 16 Octobre 1989, cela sera compris que le document a été accepté sans remarques à cette étape.

Profitant de l'occasion, nous voulons Monsieur, vous remercier pour la très bonne collaboration et l'aide à notre mission.

Veuillez agréer, Monsieur nos salutations distinguées

TKP Consultants

T. J. Malinowski H. Pawlowski

1. Annexe


**consultants Ltd**

2, Stawki st. INTRACO, 00-193 Warsaw  
 tlx. 817-871 tkp cs pl POLAND  
 tel. 395064, 395818, 399111 ext. 137

Ref. no BISSAU Warsaw 17 Août 1989

REPRÉSENTANT RÉSIDENT DU PNUD

= BISSAU =

Sujet: ASSISTANCE PRÉPARATOIRE À GUIMETAL

Le Projet N° XP/CBS/88/091/ de L'ONUDI-VIENNE

Cher Monsieur,

En relation de notre activité à Bissau au mois dernier, à la commande de L'ONUDI comme leur sous-traitant, nous nous permettons de remettre le préliminaire descriptif du projet.

En même temps nous transmettons les copies du préliminaire de projet à Mr. le Directeur Général de l'Industrie Eng<sup>e</sup>. A.FURTADO et à Mr. le Directeur Général de GUIMETAL Eng<sup>e</sup>. V. VAIMAIN, avec l'aimable demande de faire sa connaissance et de présenter leurs remarques, par l'intermédiaire de votre Bureau, à l'ONUDI-Vienne: Mr Vassiliev pour Mrs Delos et Kopolo.

Prenant compte du délai contractuel entre l'ONUDI et notre Société, il serait désiré que lesdites remarques <sup>v</sup>peuvent se trouver à l'ONUDI (éventuellement avec une copie à notre Société) au plus tard dans 2 mois, c'est à dire jusqu'au 16 Octobre 1989.

Profitant de l'occasion, nous voulons Monsieur, vous remercier pour la très bonne collaboration et l'aide à notre mission.

Veillez agréer, Monsieur nos salutations distinguées.

L. Amozzi

  
T.J. Malinowski

TKP Consultants Ltd.

  
H. Pawlowaki

PROCESSO VERBAL

SETEMBRO DE 1988

CONSULTA ANUAL SOBRE A COOPERAÇÃO ENTRE A GUINÉ-BISSAU E A  
SUÉCIA NO ÂMBITO DO DESENVOLVIMENTO INDUSTRIAL

Foi realizado em Bissau, de 26 a 30 de Setembro de 1988, a Consulta Anual entre o Ministério dos Recursos Naturais e Indústria (aqui designado por MRNI) e a Autoridade Sueca para o Desenvolvimento Internacional (aqui designado por ASDI), com o propósito de:

- Rever as actividades dentro do Programa de Desenvolvimento em curso, com referência ao Acordo Particular datado de 6 de Dezembro de 1985, e ao Processo Verbal datado de 9 de Outubro de 1987;

- rever o orçamento para 1988, respeitante ao apoio financeiro da ASDI ao sector Industrial;

- continuar os preparativos do novo Acordo Particular no âmbito do Desenvolvimento Industrial a partir de 1 de Janeiro de 1989.

Entre 19 e 24 de Setembro de 1988, a Consulta foi procedida de visitas a todas as empresas e locais de produção incluídos no Programa de Desenvolvimento em curso, com excepção da Empresa FOLBI e dos projectos da AAPP.

O Anexo 1, inclui uma lista de todos os participantes.

*J. J. J.*  
*1988*

1. PREPARATIVOS DO NOVO ACORDO PARTICULAR

1.1 As duas partes discutiram o requerimento feito pelo MRNI, datado de 11 de Agosto de 1988, para cooperação durante o triénio 1989-1991.

As duas Partes referiram-se ao Acordo de Cooperação entre a Guiné-Bissau e a Suécia, datado de 11 de Dezembro de 1987. Neste Acordo foi designado um montante de 20 milhões de Coroas Suecas para a cooperação industrial durante o ano calendário de 1989.

1.2 Observou-se que o Banco Mundial, em nome do Governo da Guiné-Bissau comissionou uma equipa de consultores. Esta equipa deverá estudar certo número de empresas estatais e fazer recomendações sobre programas de acção relacionadas à propriedade futura, funcionamento e organização.

1.3 A Parte Sueca sublinhou a importância da decisão tomada pelo Governo da Guiné-Bissau no que respeita às empresas de exportação deverem reter 50% da moeda estrangeira obtida. O Banco Nacional da Guiné-Bissau (BNG-B) deverá sem demora tomar as medidas necessárias no sentido de permitir às empresas nessas condições, usar os 50% das respectivas receitas para as suas importações.

1.4 Apesar do progresso feito em muitas áreas, a Parte Sueca reiterou a sua preocupação pelos resultados obtidos no sector industrial durante os últimos anos, nomeadamente nos aspectos:

- organização e gestão das empresas
- sistema de contabilidade
- sistema de controle e avaliação das empresas
- formas de efectuar e melhorar a assistência técnica

- financiamento das empresas - sistema de crédito bancário
- maneiio de equ.pamento e mercadorias importadas
- conhecimento dos custos reais.

1.5 As duas Partes foram de opinião comum, que as políticas de decisões a serem tomadas pelo Governo Guineense com respeito ao Programa de Reestruturação em curso e o Relatório do Banco Mundial acima mencionado, influenciaria o apoio sueco ao sector industrial.

Consequentemente, as duas Partes concordaram em prorrogar o presente Acordo Particular, datado de 6 de Dezembro de 1985 para um período de um ano, i.e. até 31 de Dezembro de 1989 e atribuir, para o efeito, um montante que não exceda 20 milhões de Coroas Suecas.

As negociações concernentes a esta prorrogação terão lugar em Bissau, em Dezembro de 1988.

## 2. PLANO DE ACCÃO E ORÇAMENTO PARA 1988

2.1 As Partes reconfirmaram o Plano de Acção e o Orçamento que foram apresentados à ASDI em Dezembro de 1987. Constatou-se que:

- O Relatório apresentado foi bem elaborado e tinha uma disposição consistente
- o Orçamento era de 26.400 milhões de Coroas Suecas, a ASDI contribuindo com o montante de 24.000 milhões de Coroas Suecas, sendo a diferença devida às poupanças da verba da ASDI nos anos anteriores.

2.2 As duas Partes discutiram a actualização do orçamento para 1988 e concordaram na alteração do mesmo, mencionado no Anexo II, para um total de 25.380.000 de Coroas Suecas.

As condições impostas a cada projecto, estão especificadas no parágrafo 4 abaixo.

2.3 A Parte Sueca referiu-se a acordos anteriores entre a Guiné-Bissau e a Suécia no que respeita a que todas as empresas deveriam pagar o contravalor das matérias primas e peças sobressalentes financiadas pela ASDI ao Banco Nacional da Guiné-Bissau (BNG-B). O MRNI, responsabilizou-se pela implementação sem demora do acordo em conformidade com os Estatutos do Fundo de Desenvolvimento Industrial, datados de Julho de 1988, os quais receberam a aprovação da Delegação Sueca. Os pormenores destes Estatutos poderão ser revistos após a experiência da aplicação das regras neles estabelecidas.

2.4 Observou-se que, todas as empresas apoiadas pela ASDI, já possuem Estatutos aprovados pelo Conselho de Ministros que, todavia, não foram publicados no Boletim Oficial. Contudo, os seus órgãos estatutários já estão em funcionamento.

### 3. PLANO DE ACÇÃO E ORÇAMENTO PARA 1989

3.1 Baseado no requerimento do MRNI, datado de 11 de Agosto de 1988 as duas Partes discutiram o Orçamento para 1989.

De modo a aceder as limitações do orçamento de 20 milhões de Coroas Suecas, as duas Partes reviram a distribuição de fundos entre os vários projectos e concordaram com um orçamento provisório para 1989 conforme se apresenta no Anexo III.

3.2 Em Dezembro de 1988, será tomada uma decisão final respeitante ao Plano de Acção e Orçamento para 1989, relativa às negociações sobre a prorrogação do presente Acordo Particular até 31 Dezembro de 1989. A DGI deverá apresentar à ASDI, o mais tardar até 15 de Novembro de 1988, planos detalhados de acção e orçamento para cada empresa, baseado nas limitações do orçamento provisório, no Anexo III.



3.3 Na revisão dos orçamentos, as duas Partes consideraram que o apoio Sueco às oficinas do CMV e à SOCOTRAM, deveria ser gradualmente reduzido durante 1989 e finalizar em Dezembro de 1989, de modo a liberar fundos para as novas actividades, a partir de 1990, especialmente para melhorar as condições básicas para o desenvolvimento industrial conforme discutido posteriormente no parágrafo 5 abaixo.

#### 4. REVISÃO DOS PROJECTOS EM CURSO

##### 4.1 Direcção Geral da Indústria (DGI)

4.1.1 O Director Geral da DGI informou a Parte Sueca que a reorganização da DGI foi concluída, visando a obtenção de um melhor apoio e controlo das empresas. A ASDI observou com satisfação a instituição da nova organização.

4.1.2 Com respeito ao sistema de relatório, observou-se que os relatórios financeiros de várias empresas deveriam seguir uma apresentação uniforme e incluir custos para o contravalor dos pagamentos.

4.1.3 Foi também realçado pela ASDI que as empresas estatais deveriam avaliar os seus produtos de tal forma que possam cobrir as despesas de produção, incluindo os custos da amortização dos investimentos.

4.1.4 A ASDI informou que o novo economista industrial, o Sr. Lennart Schagerlof, começaria a trabalhar com a DGI em Abril de 1989. A ASDI expressou a sua preocupação sobre a vaga ainda existente no posto de "Acessor Juridico".

4.1.5 Durante a estadia da missão sueca na Guiné-Bissau, representantes da SEPAECI abordaram a questão à ASDI sobre a necessidade de se seguir um modelo uniformizado no que respeita às condições empregues no recrutamento de peritos de terceiros países, principalmente de Portugal. A ASDI financia recrutamentos deste tipo através do Fundo de Assistência Técnica e Consultas assim como no âmbito dos projectos industriais bem como de outros projectos.

*al*  
*Cur*

A ASDI é de opinião que a SEPAECI deverá ser a Entidade a responsabilizar-se para que estes contratos obedeçam ao modelo a ser estabelecido, os quais deverão ser assinados ou aprovados pela SEPAECI.

Foi também discutida a tabela de salários aplicada nos recrutamentos de terceiros países e a ASDI informou que o nível máximo salarial irá ser aumentado para profissões e ocupações particulares.

4.1.6 As duas Partes acordaram ser conveniente discutir-se posteriormente a utilização das casas do CMV e da SOCOTRAM financiadas pela ASDI e destinadas aos Cooperantes suecos.

4.1.7 Uma verba preliminar de 2.565.000 Coroas Suecas, será atribuída para 1989.

4.2 Apoio à Produção Popular na Região de Tombali (AAPP)

4.2.1 Observou-se que o relatório de avaliação do projecto AAPP, feito pelo INEP-Bissau e o IUED-Genebra, em Junho/Julho de 1988, ainda não foi apresentado à DGI e à ASDI. Consequentemente, as Partes não puderam discutir apoios futuros possíveis para o AAPP até Dezembro de 1988, com base no relatório de avaliação.

4.2.2 No que respeita à assistência técnica, contudo, as Partes já concordaram que a prorrogação do contrato com o cooperante estrangeiro não seria necessário depois de Dezembro de 1988. Previu-se que a ASDI, se necessário, forneceria assistência técnica a curto prazo.

4.2.3 Uma verba preliminar de 465.000 Coroas Suecas, será atribuída para 1989.

*al*  
*Chis*

4.3 Cerâmica de Bafatá

4.3.1 As duas Partes concluíram que a produção de tijolos na Cerâmica de Bafatá, usando matéria prima local, foi de grande importância para o sector de construção na Guiné-Bissau.

As Partes observaram com satisfação que o aumento de produção foi realizado.

4.3.2 A ASDI informou que qualquer decisão sobre investimentos futuros, seria sujeita a análises estruturadas e detalhadas no que respeita aos custos e rendimentos. Estas análises devem ter em consideração a utilização futura de outros meios financeiros que não sejam o apoio da ASDI.

Antes que sejam tomadas decisões para mais investimentos, a DGI, a ASDI e a Cerâmica de Bafatá devem reunir-se para discutir e analisar o investimento.

4.3.3 Uma verba preliminar de 2.180.000 Coroa Suecas, será atribuída para 1989.

4.4 GUINAVE. EP

4.4.1 As duas Partes discutiram as conclusões e recomendações constantes num relatório feito por Perkkon AB, em Setembro de 1988, o qual foi recentemente apresentado à ASDI, GUINAVE e DGI.

Observou-se que o consultor constatou um progresso considerável no que respeita à formação e actividades oficiais mas, que deveriam envidar-se mais esforços nas áreas da gestão e "marketing".

4.4.2 As duas Partes acordaram que o Contrato existente entre a GUINAVE e a LISNAVE deve ser prorrogado pelo período de 1 de Janeiro de a 31 de Dezembro de 1989. A redução gradual do pessoal da LISNAVE, deverá prosseguir. Deve-se dar maior ênfase à transferência de

conhecimentos na área da gestão, incluindo "marketing" e administração.

Esta mudança, deveria ser tomada em consideração nos cargos da LISNAVE, bem como na decisão sobre as qualificações requeridas da equipa da LISNAVE para e durante o ano de 1989.

4.4.3 No que respeita à reabilitação dos Estaleiros de Cumeré, as duas Partes foram de opinião comum que tal reabilitação seria benéfica para a Guiné-Bissau. Considerando a alocação limitada do orçamento sueco para a cooperação industrial, a ASDI, contudo, não estaria preparada para financiar tal programa de reabilitação. O MRNI e a GUINAVE teriam, então, que providenciar outros recursos financeiros ou examinar possibilidades de cooperação em termos comerciais com uma companhia estrangeira.

4.4.4 Poder-se-ia discutir, entre as Partes, durante 1989, um possível apoio Sueco à GUINAVE a partir de 1990, para a formação do pessoal em gestão, a nível médio, incluindo um programa sistemático de estágios no estrangeiro.

4.4.5 No que respeita à Fundação da Guinave, as Partes aprovaram o Plano de Acção para 1988.

4.4.6 Uma verba preliminar de 3.000.000 Coroas Suecas será atribuída aos Estaleiros Navais da GUINAVE e 800.000 Coroas Suecas para a Fundação da GUINAVE.

#### 4.5 GUIMETAL EP

4.5.1 As duas Partes observaram que a GUIMETAL é uma empresa bem equipada com maquinaria e dispõe de pessoal aperfeiçoado para produzir uma variedade de produtos e serviços.

*Handwritten signature*  
Chil

4.5.2 Contudo, as duas Partes reconhecem que a GUIMETAL encontrou muitas deficiências respeitante ao "marketing", gama de produtos e administração. Notou-se posteriormente que a maior parte da actual produção da GUIMETAL estava muito dependente da importação de matérias primas. As duas Partes concordaram que devem ser tomadas providências no sentido de melhorar esta situação.

4.5.3 As Partes acordaram que a ASDI deveria convidar uma empresa sueca a visitar a Guiné-Bissau a fim de se reunir com a Direcção da GUIMETAL. O objectivo desta visita seria investigar as possibilidades de uma cooperação futura. A GUIMETAL e a empresa sueca teriam que apresentar um plano de acção conjunto, incluindo uma definição dos objectivos da companhia, revisão da gama de produtos e serviços, "marketing", descrição clara das responsabilidades e funções das duas empresas e um plano detalhado do desenvolvimento dos recursos humanos. Este plano de acção será submetido, até 1 de Julho de 1989, à ASDI e à DGI.

4.5.4 As duas Partes reconfirmaram que o cooperante português mecânico terminaria o seu contrato em 31 de Outubro de 1988 e que um contabilista português pode ser recrutado, tão logo quanto possível, por um período de um ano.

4.5.5 Uma verba preliminar de 2.910.000 Coroa Suecas, será atribuída para 1989.

4.6 Centro de Manutenção de Veículos, EP (CMV)

4.6.1 As duas Partes discutiram as actividades do Centro de Manutenção de Veículos (CMV). A Parte Sueca expressou no seu ponto de vista, que o CMV, tendo recebido um substancial apoio sueco durante vários anos, fez consideráveis progressos. Por esta razão, o CMV teria

possibilidades de continuar a operar por si próprio e de maneira satisfatória, sem o apoio sueco. O apoio sueco, expiraria em Dezembro de 1989.

O CMV poderá subsistir se tiver acesso a divisas, destinadas às suas importações, através dum Fundo de Desenvolvimento Industrial em divisas, pagando o contravalor respectivo em Pesos Guineenses (ver parágrafo 5.2).

4.6.2 Contudo, de modo a ajudar o CMV a preparar-se para as suas actividades futuras sem o apoio sueco, a ASDI estaria na disposição de fornecer serviços de consulta, a curto prazo.

4.6.3 Considerando o término do apoio sueco ao CMV, uma alocação preliminar de 1.275.000 de Coroa Suecas seria suficiente para 1989.

#### 4.7 SOCOTRAM

4.7.1 As duas Partes discutiram o progresso feito pela SOCOTRAM durante os anos anteriores. A ASDI observou com satisfação que o novo equipamento da serração em Gambiel está a ser usado na produção.

4.7.2 Considerando o aumento da produção da SOCOTRAM e a consequente implementação da política de decisão do Governo Guineense permitindo às empresas a utilização de 50% das receitas obtidas na exportação, as duas Partes concordaram que o apoio sueco a esta empresa expirará em Dezembro de 1989.

4.7.3 O Contrato existente entre a SOCOTRAM, a Silviconsult e a ASDI, no que respeita à assistência técnica, não deverá prorrogar-se para além do período do contrato em vigor ou pelo menos a partir de 31 de Dezembro de 1989.

4.7.4 A Parte sueca declarou também que a ASDI não aprovaria mais investimentos a partir de Outubro de 1988, com excepção para uma pequena oficina em Gambiel.

4.7.5 O parágrafo 5.5 abaixo, faz referência ao fornecimento de madeira a longo prazo.

4.7.6 Tendo em conta a expiração do apoio sueco à SOCOTRAM, durante o ano de 1989, uma alocação de aproximadamente 3.400.000 de Coroas Suecas seria suficiente para o ano de 1989. Foi incluído neste montante os fundos para a implementação da oficina em Gambiel.

#### 4.8 FOLBI

4.8.1 A FOLBI está em vias de progresso embora o cálculo, feito com base na decisão de reconstruir financeiramente a empresa, tivesse sido demasiado optimista. O desenvolvimento está, pelo menos, um ano em atraso e, a qualidade dos produtos não atinge o nível previsto. O plano de projecção da empresa a nível económico e financeiro, para os anos de 1989-1991, feito por um consultor do SWEDFUND, vai ser apresentado no próximo mês de Outubro.

4.8.2 O pedido apresentado pela DGI relativamente à continuidade do apoio sueco à FOLBI, eleva-se a 9.390.000 Coroas Suecas para os próximos três anos, ou seja para 1989-1991. Considerando as limitações da verba para o sector Industrial bem como a urgência em reduzir-se os custos da assistência técnica, as Partes concluíram que um montante não excedente a 2.250.000 Coroas Suecas deverá ser concedido para o ano de 1989. O valor das verbas atribuídas para os próximos anos tem de ser reduzido gradualmente e terminar definitivamente a partir de 1992.

4.8.3 A transferência de conhecimentos aos homólogos guineenses tem de intensificar-se ao nível da gestão com o objectivo de estes poderem substituir a assistência técnica estrangeira. Peritos dos Terceiros Países poderiam ser uma alternativa enquanto os guineenses não poderem exercer as profissões mais especializadas.

## 5. DESENVOLVIMENTO INDUSTRIAL FUTURO

5.1 As Partes constataram que o desenvolvimento industrial na Guiné-Bissau é um processo que levará o seu devido tempo. A falta de experiência e formação neste sector, o fraco desenvolvimento das infraestruturas e a falta duma gestão eficiente, dificultam o desenvolvimento industrial.

Com o objectivo de apoiar os esforços Guineenses em superar estas dificuldades, a ASDI declarou que está na disposição de apoiar novos esforços a nível do desenvolvimento industrial em geral.

5.2 Foi feita referência à proposta elaborada pelo MRNI, datada de Julho de 1988, respeitante à criação de um Fundo de Desenvolvimento Industrial em Pesos Guineenses. Também foi acordado que dever-se-à preparar, durante 1989, a criação dum Fundo de Desenvolvimento Industrial em divisas, a funcionar a partir de 1990. Este Fundo deve contar com recursos financeiros em divisas, assim como outros recursos que possibilitem a oferta de serviços a nível de estudos de análise, conselhos e contróle.

As duas Partes concordaram em investigar as possibilidades de estabelecer este Fundo.

5.3 As duas Partes também concordaram em estudar as possibilidades de apoio à formação de gestores, administradores e quadros afectos ou a afectar às empresas privadas e públicas com vista ao aumento das capacidades profissionais

*al*  
*un*



dos mesmos. Para este efeito, a ASDI poderia considerar o apoio às actividades de formação existentes ou o apoio para o estabelecimento de um Instituto de formação industrial.

O apoio sueco deve primeiramente abranger a formação de professores, aquisição de material didáctico e a elaboração de currículo.

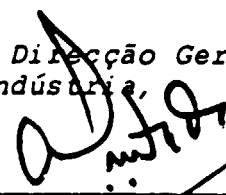
5.4 A ASDI apresentou uma proposta elaborada pela Organização Internacional de Trabalho (OIT) concernente à introdução de um programa de formação para empresários em pequena escala na Guiné-Bissau.

A Parte Guineense estudaria a proposta e refletiria sobre este assunto nas próximas negociações sobre a prorrogação do Acordo Particular a realizar em Dezembro de 1988.

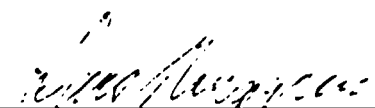
5.5 O fornecimento de madeira à FOLBI e à SOCOTRAM, EP, a longo prazo, foi uma das preocupações manifestada pelas duas Partes. A Parte Sueca realçou a importância da realização de um inventário florestal na base do qual seria organizado e implementado um programa de repovoamento e silvicultura. A responsabilidade de um tal programa estaria fora do alcance da competência das empresas em si e seria financiado e controlado por uma autoridade competente pertencente ao Governo Guineense.

Feito em Bissau, aos 30 dias do mês de Setembro de 1988, em dois exemplares originais em português, fazendo ambos igualmente fé.

Pela Direcção Geral  
da Indústria,

  
ANASTACIO FURTADO  
Director Geral da DGI

Pela ASDI,

  
LARS BERGGREN  
Encarregado de  
Negócios da Suécia

clm

LISTA DOS PARTICIPANTES NA CONSULTA ANUAL  
ENTRE O MRNI E A ASDI NO AMBITO DO DESENVOLVIMENTO INDUSTRIAL

A Delegação Sueca é composta por:

- |                       |  |
|-----------------------|--|
| Sr. LARS BERGGREN     | - Encarregado de Negocios da Suécia na Guiné-Bissau                            |
| Sra. CHRISTINA REHLEN | - Chefe da Divisao da Industria da ASDI, Estocolmo                             |
| Sr. PER ÖRNEUS        | - Funcionario do Programa da Divisao da Industria da ASDI, Estocolmo           |
| Sr. OLA HALLGREN      | - Funcionario do Programa da Divisao da Industria da ASDI, Estocolmo           |
| Sr. LARS LINDBLAD     | - Primeiro Secretario e Responsavel pela Cooperacao Industrial da ASDI, Bissau |

A Delegação Guineense é composta por:

- |                              |  |
|------------------------------|--|
| Sr. ANASTACIO FURTADO        | - Director-Geral da Industria  |
| Sr. TORGNY LUNDQUIST         | - Economista-Industrial, DGI   |
| Sr. CARLOS NHATE             | - DGI, Departamento da Industria de Construcao                           |
| Sr. USSUMANE SO              | - DGI, Departamento de Assessoria Economica, Financeira e Administrativa |
| Sra. GRACIETE SEMEDO NETO    | - DGI, Departamento da Industria Mecanica                                |
| Sra. IVONE PEREIRA DA COSTA  | - DGI, Departamento da Industria Alimentar                               |
| Sr. OCTAVIO LAWRENCE         | - DGI, Departamento de Promocao Industrial Artesanal e Marketing         |
| Sr. CARLOS ALBERTO RODRIGUES | - DGI, Assessor Técnico  |
| Sr. MARCELO A. DOS SANTOS    | - Direcção Geral da Cooperacao Internacional                             |

له  
Aur

## REVISAO ORÇAMENTAL - SETEMBRO DE 1988

(Em SEK)

PROJECTO	Verba-1988 Rev. Março	Despesas Realizadas até 15 Jul. de 1988	Compromissos Assumidos e Previstos	Verba nao Utilizada	Verba ja Utilizada	Verba- 88 Rev. Set,	A Pagar em 1989
Direcção Geral da Industria (DGI)	2.360.000	969.244	406.060	984.696	1.375.304	1.400.000	
A.A.P.P	650.000	188.912	460.929	159	649.841	650.000	
Centro de Manutenção de Veiculos (CMV)	2.600.000	1.350.000	1.073.475	166.525	2.433.475	2.500.000	
Cerâmica de Bafata	3.700.000	420.544	1.852.000	1.007.000	2.693.000	3.700.000	1.000.000
GUINAVE	4.000.000	2.006.000	2.250.000	- 256.000	4.256.000	4.000.000	256.000
FUNDIÇÃO	1.360.000	855.282	402.600	102.118	1.257.882	1.300.000	
GUIMETAL	2.250.000	898.183	847.000	504.817	1.745.183	1.800.000	
SOCOTRAM	5.300.000	1.757.797	3.393.700	148.503	5.151.497	5.300.000	
FOLBI	3.380.000	4.106.562	0	- 726.562	4.106.652	4.200.000	
AVALIAÇÕES	500.000	73.400	453.000	- 26.400	526.400	530.000	
TOTAIS	26.400.000					25.380.000	1.256.000

*D. Cur*

## PROGRAMA DA INDUSTRIA - ORÇAMENTO INDICATIVO PARA 1989

(SEK 1.000)

PROJECTOS AVALIAÇÕES	D.G.I	AAPP	C.M.V.	GUIMETAL	GUINAVE	FUNDIÇÃO	CERAMICA DE BAFATA	SOCOTRAM	FÓLBI	ESTUDOS E AVALIAÇÃO
Construção Civil	0	0	0	0	0	0	0	900	0	0
Investimentos	0	0	0	100	0	0	1.500	0	0	0
Equipamento	0	0	50	100	0	100	0	100	0	0
Viaturas	0	7	0	0	0	0	0	0	0	0
Peças sobressalentes	100	3	50	50	0	50	100	500	0	0
Matérias Primas	0	245	750	1.000	0	0	0	0	0	0
Assistência Técnica	2.000	100	375	1.500	2.800	600	400	1.750	2.000	600
Formação	400	100	50	150	200	50	100	150	250	0
Outros	65	10	0	10	0	0	80	20	0	0
<b>SUB-TOTAL</b>	<b>2.565</b>	<b>465</b>	<b>1.275</b>	<b>2.910</b>	<b>3.000</b>	<b>800</b>	<b>2.180</b>	<b>3.400</b>	<b>2.250</b>	<b>600</b>
OIT: Desenvolve o teu Negócio										555

TOTAL A PAGAR EM 1989: 20.0000